



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Président de la République

Question au Gouvernement n° 212

Texte de la question

VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN CHINE

M. le président. La parole est à M. Richard Mallié, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Richard Mallié. Madame le ministre de l'économie et des finances, ma question porte sur le voyage effectué en Chine par le Président de la République, voyage auquel vous avez participé. (*" Et Rama Yade ? " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Ce voyage s'est déroulé sous les auspices d'un triptyque d'avenir, avec un socle économique, une portée écologique et une volonté démocratique. C'est un succès sans précédent, marqué par des contrats record, notamment dans le domaine nucléaire. (*" Allô, allô ! " sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) La France a conclu pour près de 20 milliards d'euros de contrats, ce qui est pour ainsi dire du jamais vu.

Plus positif encore : ce socle économique s'accompagne d'une volonté écologique, qui s'exprime par le projet de création de deux réacteurs de troisième génération - qui représentent l'une des énergies les moins polluantes qui soient aujourd'hui - et par la signature d'une déclaration commune sur la lutte contre le réchauffement climatique. Le Président de la République a également invité la Chine à être un exemple de développement durable.

Il faut aussi, toutefois, lier l'économie à la situation des droits de l'homme dans ce pays. Même si la Chine a dans ce domaine des progrès à réaliser, notamment sur la question du Tibet - permettez à un membre du groupe d'études sur le Tibet de vous le dire -, il nous faut continuer à discuter avec nos partenaires chinois. La situation a changé depuis les années soixante-dix et change encore depuis que la Chine sait qu'elle accueillera les Jeux olympiques l'année prochaine. Il est évident que les changements doivent être impulsés maintenant et dans les mois qui viennent. Les relations entre des États modernes ne doivent pas dépendre que de jugements sur les autres pays, mais aussi et surtout d'un dialogue franc et objectif, du respect des engagements pris et de la construction d'une communauté mondiale soucieuse des intérêts de la planète.

Qu'on le veuille ou non, le temps n'est plus à la simple exportation de la démocratie, mais à l'accompagnement des pays émergents vers une prise de conscience planétaire des enjeux environnementaux (*" La question ! " sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*), surtout quand ces pays représentent le cinquième des habitants de notre planète, avec un potentiel de croissance phénoménal qui doit amener l'ensemble de la population à un niveau de vie comparable au nôtre. (*" La question ! " sur de nombreux bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. Veuillez poser votre question, monsieur Mallié.

M. Richard Mallié. J'y viens. S'il est bon pour l'écologie, bon pour la démocratie et bon pour la France d'avoir signé des contrats, pouvez-vous nous indiquer, madame le ministre, quelles vont être les conséquences de ces contrats pour l'économie de notre pays, pour nos entreprises et, plus particulièrement, pour nos PME ?

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*. Vous avez raison, monsieur Mallié, ce fut un beau voyage... (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) Toute la représentation nationale aurait été fière de la France et du rôle joué par le Gouvernement. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Tous les sujets que vous avez évoqués ont été abordés dans la transparence et dans un esprit de responsabilité et de réciprocité. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. le président. Mes chers collègues, veuillez vous calmer !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Vous avez raison de souligner que la Chine est un pays émergent. Jugeons-en plutôt : 1,3 milliard d'habitants, 25 millions d'emplois créés chaque année dans le pays, 15 millions de nouveaux habitants chaque année. Dans ce contexte, le voyage du Président de la République et des membres du Gouvernement qui l'accompagnaient a répondu à deux objectifs, l'un économique et l'autre lié aux enjeux et aux défis auxquels nous sommes confrontés.

En ce qui concerne les aspects économiques du voyage, vous avez rappelé que des contrats ont été conclus pour un montant de 20 milliards d'euros. Avec la vente de deux EPR, pour 8 milliards d'euros, c'est la filière électronique française, écartée voici un an au profit de la filière électronique américaine, qui a été vendue à la Chine et c'est l'équipe de France tout entière qui a gagné. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)* Ce sont, avec AREVA et EDF comme opérateurs, 250 petites et moyennes entreprises françaises qui contribueront aux travaux. Cela représente, au seul titre du maître d'oeuvre, 10 000 emplois créés en France pour les petites et moyennes entreprises. Ça, c'est un succès ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)*

M. Frédéric Cuvillier. Donnez plutôt la parole à Rama Yade !

M. le président. Monsieur Cuvillier, je vous en prie !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Deuxième aspect de ces contrats : Airbus, qui, avec la vente de 160 avions - 110 A310 et 50 A340 -, contribue également au développement de la filière aéronautique française, 40 % de la valeur ajoutée étant produite en France.

M. le président. Veuillez conclure, madame la ministre, je vous prie.

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Enfin, sur le plan des principes, il a été question de réciprocité et de responsabilité. Le Président de la République a rappelé la Chine à ses trois engagements - monétaire, environnemental et économique - et, dans ces trois domaines, a rappelé le principe de la réciprocité et de la responsabilité.

Mesdames et messieurs les députés, vous auriez été fiers de ce voyage. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Huées sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

Données clés

Auteur : [M. Richard Mallié](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 212

Rubrique : État

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 novembre 2007